

Accusé d'être assimilé aux anglophones Choquette croit que l'avenir du français n'est pas menacé

par Bernard RACINE

MONTREAL (PC) — Une jeune étudiante de l'université Concordia a lancé hier au visage du leader du Parti national populaire Jérôme Choquette qu'il était un Canadien français assimilé aux anglophones.

M. Choquette, qui parlait à un débat-midi devant 300 étudiants du campus Loyola, dans l'ouest de Montréal, avait affirmé auparavant qu'il ne croyait pas que l'avenir du français était menacé, que la langue française n'avait pas besoin d'être protégée par une loi telle que la loi 22.

Il a commencé par faire un bref exposé de sa plate-forme politique et a répondu ensuite aux questions des étudiants dont deux ou trois se sont exprimés en français.

C'est au cours de la période de questions qu'un petit bout de femme lui a fait remarquer que même si les anglophones apprennent le français à l'école, ils ne seraient pas forcés de le parler après avoir quitté les études. Mais moi, a-t-elle dit, "je serai obligée de parler anglais et même de penser en anglais".

"Et pourtant, c'est mon pays, c'est

ma province. Moi, je pense donc que ma langue est en danger et que vous, vous oubliez les Canadiens français.

"Je pense que vous avez été assimilé par les Canadiens anglais", a-t-elle lancé.

"Et moi, je pense que vous êtes pessimiste et défaitiste", lui a rétorqué M. Choquette.

Le bill 22
 L'ancien ministre de la Justice et de l'Éducation dans le cabinet Bourassa a commencé par expliquer qu'il était conscient qu'on disait de lui qu'il

avait quitté le Parti libéral parce qu'il voulait une loi sur la langue plus dure que la loi 22.

Ce n'était pas tellement une loi plus dure qu'il voulait, a-t-il précisé. C'était une loi que la population pourrait comprendre et qu'un ministre pourrait appliquer. Une loi qui n'aurait pas d'effets arbitraires et qui ne serait pas continuellement une source d'irritation et de contradictions.

Le premier conflit soulevé par cette loi, a-t-il rappelé, a été celui des enfants canado-italiens de St-Léonard, que la commission scolaire Jérôme-LeRoyer refusait d'admettre dans les écoles anglophones.

Il était évident que la loi était appliquée de façon trop rigide parce qu'il n'y aurait pas eu de conflit si ces enfants avaient appartenu au territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal, où il y avait de l'espace dans les écoles anglophones.

"J'ai démissionné parce que je ne pouvais pas accepter la malhonnêteté intellectuelle", a-t-il dit. Son successeur au ministère de l'Éducation M. Raymond Garneau, n'a pas appliqué la loi telle qu'elle avait été rédigée et s'est placé au-dessus d'elle pour l'interpréter.

Quand une loi ne peut être appliquée telle que rédigée, c'est le devoir du gouvernement de la changer, a-t-il dit. Mais le gouvernement Bourassa n'a pas eu le courage, l'honnêteté d'admettre qu'il s'était trompé.

Aujourd'hui, MM. Jean Marchand et Bryce Mackasey entrent au Parti libéral provincial en disant qu'il faut changer cette loi. C'est un dur coup à la politique linguistique du gouvernement.

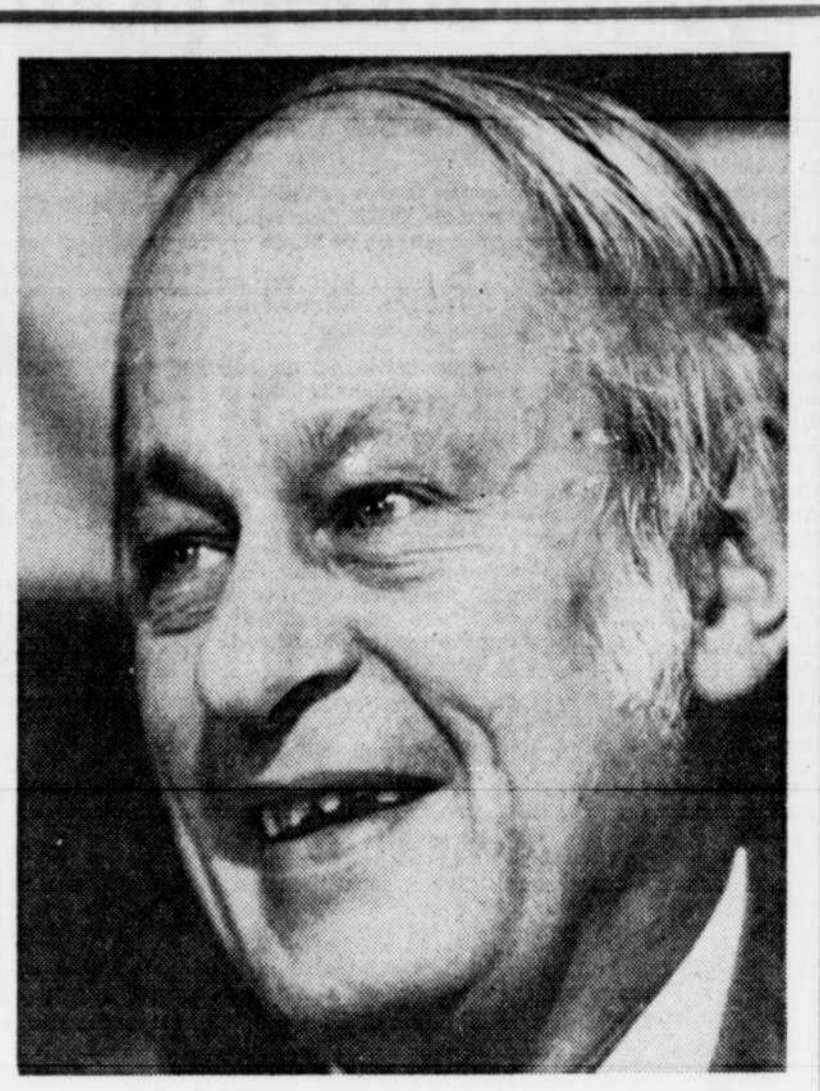
Non-sens

Il existe des objections fondamentales à cette loi, a affirmé M. Choquette. Par exemple, si le français est la langue officielle de la province, les anglophones devraient avoir le droit d'envoyer leurs enfants à l'école française. Mais s'ils le faisaient, ils auraient plus de droits que les Canadiens français puisqu'ils pourraient choisir entre deux écoles.

Le chef du PNP croit donc que la meilleure solution dans le domaine linguistique c'est de permettre aux parents de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants et son parti retirera la plus grande partie de la loi sur la langue s'il est élu. Il pourrait cependant en conserver certaines parties utiles, comme celle sur l'étiquetage.

Mais son parti verra à améliorer l'enseignement des langues secondes et à commencer cet enseignement très tôt à l'école, de façon que tous puissent parler couramment la langue seconde.

Moins nous aurons de lois dans le domaine de la langue, mieux nous serons, a conclu M. Choquette. Les lois ne régleront pas le problème de la langue.



Cinq heures de sommeil et un nombre épeurant de cigarettes...

par Gilbert ATHOT
 envoyé spécial du Soleil

SEPT-ÎLES — On a souvent dit que René Lévesque a une résistance physique exceptionnelle et un estomac presque à toute épreuve.

Il est facile de constater que c'est parfaitement vrai quand on repasse avec l'intéressé lui-même une de ses journées de travail, surtout en pleine campagne électorale.

Le leader péquiste se lève généralement vers 7 heures (il essaie de se garder au moins une journée par semaine pour dormir un peu plus tard) et profite de cette heure matinale pour scruter les dossiers nationaux ou régionaux. "Je préfère faire cela le matin, la tête reposée, plutôt qu'à 2h de la nuit".

Par la suite, il prend un déjeuner léger qui, comme hier, à Rimouski, en raison des circonstances (rencontre avec le club de crose de l'endroit), va se résumer à un jus

d'orange et à un café. Il aura déjà eu le temps de fumer quelques cigarettes... "Quand c'est possible, j'essaie d'ajouter un oeuf", précise M. Lévesque soulignant qu'on lui a conseillé de prendre des vitamines durant la saison froide...)

Il se passe souvent en totalité ou en partie du repas du midi. Même s'il visite régulièrement des brasseries et y prononce des causes, il ne peut que prendre une bouchée par ici et une bouchée par là. Le même régime s'applique aussi pour le souper bien qu'il essaie de se reprendre avec un lunch avant de se coucher quand les restaurants sont encore ouverts.

Après sa journée, il lit les journaux et se couche généralement vers les 2h du matin pour se lever vers les 7h... Comme disait un journaliste: "A 54 ans, faut le faire".

Et pour crémier le gâteau, combien fume-t-il de cigarettes par jour? "Je ne les compte pas, ça me fait peur", a franchement répondu M. Lévesque au SOLEIL.

Apprendre l'anglais pour réussir au Québec (Biron)

par Pierre CHAMPAGNE
 envoyé spécial du Soleil

MONTREAL — Pour le chef de l'Union nationale, M. Rodrigue Biron, il n'y a qu'une façon de réussir sa vie au Québec: c'est d'apprendre l'anglais.

Ce n'est pas ce qu'il a dit, textuellement, hier soir, parce que M. Biron parlait alors en anglais aux 350 Montréalais anglophones qui s'étaient rassemblés pour l'entendre, au Victoria Hall, dans le comté de Westmount. Mais c'est ce que cela voulait dire.

"Les enfants québécois francophones qui n'apprennent que le français à l'école à cause de la loi 22 deviendront des citoyens de seconde classe; ils vivront de l'assistance sociale", a déclaré M. Biron, en anglais, à un auditoire qui, selon le cas, applaudissait ou se marrait. Dans ce cas-ci, on a rigolé au Victoria Hall.

S'il est trop tôt pour prédire que l'opération "charme" de M. Biron envers la clientèle anglophone de

Montréal-puisse porter des fruits, on peut toutefois assurer que la "performance" d'hier n'était pas négative.

Le chef de l'Union nationale s'attira maintes fois les applaudissements de la foule. Il déclara, par exemple: "Nous les Canadiens français avons toujours, historiquement, été des émotifs; depuis quelque temps, à cause du bill 22, ce sont vous, les anglophones, qui êtes émotifs. C'est le temps que vous et nous arrêtions d'être émotifs et que nous retournions en affaires". Il n'en fallait pas plus pour soulever l'auditoire.

Pour M. Biron, tous les Québécois doivent être considérés sur le même pied. Qu'ils soient anglophones ou francophones. "Si M. Bourassa vous appelle les anglophones, pour moi vous n'êtes que des Québécois. Point", devait déclarer M. Biron.

Dans cet ordre d'idée, ajoute-t-il, quoi de plus normal pour un Québécois francophone que d'apprendre l'anglais dès la première année et pour un Québécois anglophone d'ap-

prendre le français dès la première année.

Dans le cas contraire, un Québécois francophone qui n'a pas étudié la langue que tout le monde parle en Amérique du Nord demeurera porteur d'eau toute sa vie. "Il ne pourra jamais aspirer à la présidence de Bell Canada."

Un défi

M. Biron devait, par ailleurs, profiter de son passage à Montréal pour lancer un défi au premier ministre Bourassa. "Je suis prêt à vous rencontrer n'importe où, n'importe quand, n'importe comment et sur n'importe quoi", devait fulminer le chef de l'UN.

"Quand Radio-Canada m'a invité, il y a six semaines, à participer à un débat avec les quatre autres chefs, il ne m'a fallu que 30 minutes pour répondre oui. Robert Bourassa a attendu six jours pour répondre non. Et cela n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Il faut savoir prendre des décisions et M. Bourassa n'en prend jamais", devait déclarer M. Biron.

Le PQ a son plan précis pour améliorer les services de santé

par Gilbert ATHOT
 envoyé spécial du Soleil

RIMOUSKI — Un éventuel gouvernement du Parti québécois adoptera quatre mesures bien précises pour améliorer les services de santé au Québec.

Annoncées par M. René Lévesque, hier, elles sont:

a) L'expansion de la gratuité des médicaments à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus et ce, sans aucune condition.

Présentement, les personnes âgées qui veulent obtenir des médicaments gratuitement doivent faire une déclaration que le chef péquiste a qualifiée de "misère".

b) L'accélération de la couverture des soins dentaires par le régime d'assurance-maladie pour en arriver, d'ici trois ou quatre ans, à en faire bénéficier toutes les personnes âgées de 18 ans et moins. Présentement, la limite est fixée à l'âge de 9 ans.

c) La couverture des soins chiropratiques par le régime d'assurance-maladie.

d) La mise en marche gra-

duelle de la gratuité des services ambulanciers en commençant par les régions où les besoins sont les plus criants. Le transport gratuit des personnes qui doivent quitter leur région éloignée pour se faire soigner dans les gros centres serait aussi compris.

Le coût de ces mesures a été évalué globalement à \$50,000,000, soit respectivement \$10,000,000, \$12,000,000 et \$20,000,000 pour les trois premières. Quant à la quatrième, son taux précis dépendra de la vitesse avec laquelle les services ambulanciers seront en quelque sorte élargis.

Comment payer tout cela? "En coupant le gaspillage et les choses somptueuses", a répondu tout d'abord le leader péquiste.

M. Lévesque n'a pas manqué non plus de rappeler le surplus accumulé d'environ \$150,000,000 à la Régie de l'assurance-maladie et qui doit précisément servir à améliorer le régime actuel.

Il n'a pas non plus raté l'occasion de rappeler la "taxe déguisée" de \$365,000,000 imposée par le gouvernement Bourassa en augmen-

dre écouter M. René Lévesque.

Aujourd'hui, le chef péquiste est à Lauzon, Thetford Mines, Sherbrooke, Trois-Rivières et enfin à Shawinigan. Demain, il passe la journée dans son comté montréalais de Taillon.

Quant au problème du manque de professionnels de la santé dans nos régions éloignées, M. Lévesque a précisé que le programme de son parti préconise un "service civique" pour les jeunes médecins diplômés. Ce service obligatoire pourrait être adouci par des primes d'éloignement et autres avantages du genre.

M. Lévesque s'est appliqué, hier, à parler des problèmes régionaux partout où il a passé, soit à Rimouski, Mont-Joli, Matane, Gaspé et enfin à Sept-Îles.

Cette journée, la plus éreintante depuis le début de la campagne électorale, s'est déroulée sans anicroche, un peu à l'exemple de la température qui a été froide mais fort élémentaire dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Toutefois à Sept-Îles, un début de tempête de neige sévissait en soirée. Ce qui n'a pas empêché plus d'un millier de personnes de se ren-

MONT STE-ANNE
 4 1/2 MEUBLES
 Tapis mur à mur, chauffé, 1 mille des pentes.
 523-1313 — 692-2514
 ou 1-826-2220

A VENDRE
 Camion G.M.C. 4X4, 360, 4 boris, 1972. "Lift and tow", grappe et système hydraulique. Très bon état.
 S'adresser à: 658-7679



Des chapeaux de fourrure, toujours
Jeanne Hardy
 MAIL ST.-ROCH, QUÉBEC
 481 est rue Saint-Joseph
 529-5756

LOUIS HÉBERT

JEAN MARCHAND

COMITE CENTRAL
 1090, rue Louis-Riel, Ste-Foy
656-4660
 Annonce réservée et payée par Jacques Fortier, 2 Jardins de Méric, agent officiel de Jean Marchand.

DOIVENT ÊTRE VENDUES PLUS DE 1,000 PEINTURES À L'HUILE À DES PRIX INCROYABLEMENT BAS \$5 à \$75 PAS PLUS ENDROIT: HÔTEL LOEWS LE CONCORDE TEL.: 647-2222 (poste 6415) SAMEDI 30 OCTOBRE 11h00 a.m. - 10h00 p.m. DIMANCHE 31 OCTOBRE 11h00 a.m. - 10h00 p.m. SALON BORDUAS

GRATUIT Vous recevrez une peinture 18" x 20" évaluée à \$35 ou une peinture 20" x 24" évaluée à \$45 à l'achat d'une peinture d'une des grandeurs mentionnées ou d'une plus grande.

UNE SEULE PAR FAMILLE

Paysages, fleurs, scènes urbaines, portraits, marines, natures mortes, peintures abstraites.

IMPORTANT STOCK! Étonnante collection de cadres à des PRIX IRRESISTIBLES (moules sculptées à la main et moules modernes).

NOUS ACCEPTONS LES CHEQUES PERSONNELS, LES CARTES CHARGEX ET MASTER CHARGE

GROSSISTE EN ART CANADIEN

Les services d'experts,
 ça s'annonce
 dans
LE SOLEIL

Implantation de 11 nouveaux CLSC recommandée pour le Québec métro

par Ghislaine RHEAULT

Le Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région de Québec (CRSSS) recommande la création de 11 CLSC sur le territoire du Québec métropolitain.

Cette recommandation, contenue dans un plan de zonage des CLSC, qui doit être proposé au ministère des Affaires sociales et dont LE SOLEIL a obtenu copie, était soumise, hier soir, au Conseil d'administration du CRSSS de Québec.

Les 11 nouveaux CLSC, qui quadrilleraient le territoire urbain de Québec (sur papier tout au moins), viennent ainsi s'ajouter aux autres CLSC déjà proposés au ministère dans des documents antérieurs. Les recommandations de CRSSS prévoiraient donc au total 41 CLSC dans la région administrative de Québec.

Des CLSC en ville

Ces CLSC urbains devraient être implantés dans les quartiers, les paroisses, ou les municipalités suivantes:

— Loretteville (CLSC Lorette) desservant une population de 38,565 (d'après le recensement de 1971).

— Charlesbourg (CLSC Henri-Bourassa) situé dans la paroisse St-Charles-Borromée. Ce CLSC devrait desservir Charlesbourg-Est

et Charlesbourg (ancienne limite).

— Les Saules (à Ville Vanier). Ce CLSC desservirait une population de 31,322.

— Sillery (CLSC Versant sud, ou Chaumonot) pour une population de 29,108.

— Ste-Foy (CLSC de Puisseux) situé dans la paroisse Notre-Dame-de-Foy et desservant le territoire environnant (38,159 habitants).

— Ste-Foy (CLSC duc de Lévis) dont le siège social serait situé à St-Benoît, mais qui desservirait également Ste-Ursule et St-Félix-du-Cap-Rouge (population de 24,102).

— Le quartier Laurentien de Ste-Foy (CLSC Laurentien) desservant une population de 25,500 personnes.

— Le Vieux Québec (CLSC Vieux-Québec) serait situé, d'après la recommandation du CRSSS, dans la paroisse Notre-Dame-du-Chemin.

— Limoilou (CLSC Maizerets) serait situé dans la paroisse St-Pascal et desservirait 37,972 personnes.

— CLSC d'Assise ou Dr Jules-Dorion, situé dans la paroisse Ste-Odile de Limoilou, pour une population de 41,833.

— Montmorency ou Courville, avec un point de services sur l'île d'Orléans. Ce CLSC s'adresserait à une population de 21,349 personnes, tou-

jours selon les données du recensement de 1971.

Région 03: 41 CLSC

Le plan de zonage proposé comporte également des modifications aux propositions déjà formulées antérieurement par la CRSSS sur les projets de CLSC de la région 03.

Ces modifications ont dû être faites à la requête du ministère des Affaires sociales qui a révisé cette année les critères d'implantation des CLSC.

D'après les nouveaux critères, un CLSC doit notamment desservir un bassin de population de 12,000 à 36,000 habitants. Il doit être situé à moins de 30 minutes du lieu de résidence et ce, en fonction du réseau routier le plus adéquat et en tenant compte des ressources déjà existantes.

Au total, si le ministère suivait les recommandations du CRSSS, on aurait 41 CLSC sur le territoire 03. On sait que sept CLSC sont déjà implantés ou en voie de l'être. Ils se trouvent à Laurier-Station, dans la Basse

Ville de Québec, à Saint-Pamphile, Saint-Jean-Port-Joli, Lac-Échemin, St-Marc-des-Carières et Pohenegamook.

Vingt-trois autres établissements (en plus des 11 précédemment nommés) d'après le CRSSS devraient être créés: à La Malbaie, Baie-Saint-Paul, Ste-Anne-de-Beaupré (avec un point de services à St-Féréol), Beaufort, Orsainville, Saint-Raymond, Donnacona, Trois-Pistoles, Rivière-du-Loup, St-Pascal de Kamouraska, Cabano (avec point de services à Dégelis), La Pocatière, Montmagny, St-Paul de Montminy, St-Anselme ou Ste-Claire, Lévis, Charny, Ste-Marie, Beauceville, Thetford Mines, Black Lake, La Guadeloupe et St-Georges de Beauce.

Un CLSC "mystérieux"

Au moment où ce plan de zonage, qui quadrille le territoire de la région 03, fait l'objet d'une recommandation du CRSSS, un autre CLSC, de caractère "universitaire", dont l'emplacement futur demeure encore mystérieux est en voie de

gestion sur le territoire du grand Ste-Foy.

C'est le Centre hospitalier de l'université Laval qui a reçu mandat d'implanter ce CLSC d'un type nouveau. Des rencontres, elles aussi entourées de mystère, se poursuivent actuellement pour décider du lieu où sera établi ce CLSC.

A ces consultations participent notamment les représentants du Centre de services sociaux de Québec, du ministère des Affaires sociales, du CRSSS de Québec, du CLSC Arthur-Caux, du CHUL.

On y a examiné des documents portant sur les ressources du milieu (le grand Ste-Foy, qui est sous la juridiction du Département de santé communautaire du CHUL, s'étend par exemple jusqu'à Val Béclair), les programmes projetés et le mode d'organisation.

Le voile devrait bientôt être levé sur la création de ce CLSC universitaire dont la vocation et le mode d'implantation tranchent avec la pratique jusqu'ici suivie dans la mise sur pied des CLSC au Québec.



Le CLSC Basse Ville, situé sur la rue Marie-de-l'Incarnation, demeure le seul établissement de ce genre dans le territoire du Québec métropolitain créé depuis la réforme Castonguay-Nepveu.

Un congrès spécial pour discuter le problème du budget

par Pierre BOULET

Coincés par l'ingérence du ministère des Affaires sociales dans l'administration de leur organisme, les membres de la Fédération des CLSC du Québec tenteront de se donner les moyens financiers susceptibles de leur assurer une véritable autonomie.

La Fédération, qui regroupe les quelque 70 centres locaux de services communautaires de la province, tiendra donc un "mini-congrès spécial" d'une journée, le 15 décembre. À l'ordre du jour, un seul sujet: le budget de la Fédération.

La tenue de cette session a été rendue nécessaire, à la suite du caractère "temporaire" des décisions budgétaires prises lors du congrès annuel de la Fédération des CLSC, en fin de semaine dernière. Seuls les directeurs généraux et les présidents des établissements membres seront admis à titre de délégués.

Une situation embarrassante
Actuellement, la Fédération se voit plongée dans une situation assez embarrassante puisque, d'une certaine façon, c'est le ministère des Affaires sociales qui détermine l'importance de son budget et, de là, son cadre opérationnel.

En effet, c'est le MAS qui décide que telle partie du budget d'un CLSC sera allouée à tel ou tel poste budgétaire. Or, le ministère limite à \$3,000 la contribution annuelle que chaque centre local destine à la Fédération.

Soumise à ce contrôle indi-

rect, la Fédération voit ses entrées de fonds limitées par le ministère. "Cela revient à dire que c'est le MAS qui décide du nombre de permanents que nous employons et de l'importance des programmes que nous développons", confie M. Philippe Lupien, directeur général de la Fédération des CLSC.

La situation est d'autant plus paradoxale que la Fédération se trouve administrativement contrôlée par l'organisme gouvernemental avec lequel elle se trouve le plus fréquemment en situation de "négociation"... un peu comme si un employeur limitait le budget d'un syndicat.

A la recherche de l'autonomie

Au congrès annuel de la Fédération, en fin de semaine, les délégués ont opté — non sans discussions — pour une solution temporaire. Ils ont en effet décidé d'aller à l'encontre des limites imposées par le MAS et de porter à \$4,300 leur cotisation à la Fédération pour l'année 1976.

Cette augmentation permettra à la Fédération de faire face aux obligations qu'elle s'est créées, mais seulement pour l'année en cours. Il faudrait que les établissements membres portent leur cotisation respectivement à \$5,000 pour que l'organisme puisse répondre, en 1977, aux exigences qu'il s'est proposées.

Et voilà le hic! Les centres locaux de services communautaires ne font pas l'unanimité autour de cette ques-

SYNTONISEZ LA QUALITE AVEC LES TELEVISEURS SONY®

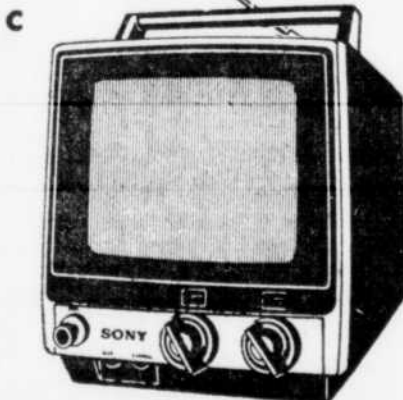


Le modèle TV-960 noir et blanc (9"), un récepteur à utilisation individuelle qui capte les canaux 2 à 83 VHF et UHF. Une réception en plein air sans reflets grâce à un écran fumé.

190⁰⁰

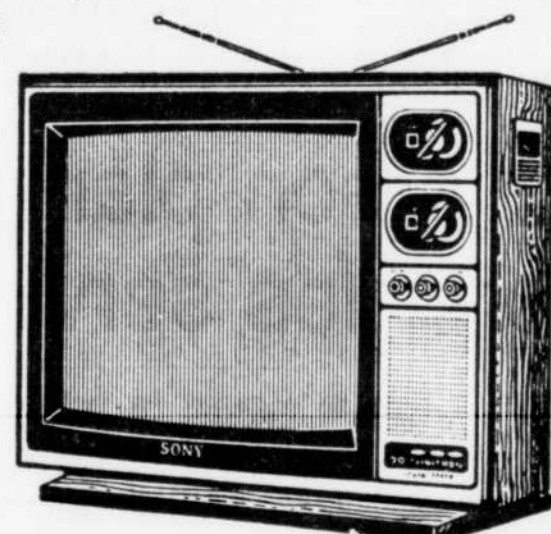
Le modèle TV-760 noir et blanc (7") fonctionne pour les normes de télévision américaine et reçoit les chaînes VHF et UHF. L'image est claire et vivante grâce à un filtre fumé.

185⁰⁰



499.95

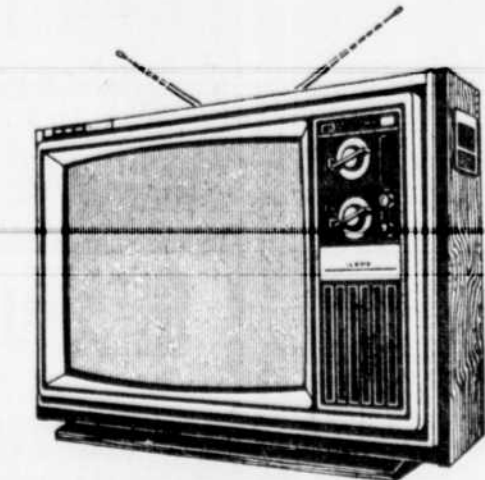
Le modèle kv-1214 couleur (12") comprend de nouveaux circuits automatiques évolués qui éliminent le besoin de réajustement fréquent. La touche Auto/Off met aussitôt en service ces circuits.



Le modèle kv-1712 D couleur (17") est pourvu du système unique ECONOQUICK grâce auquel l'image apparaît seulement quelques secondes après avoir mis en circuit le récepteur.

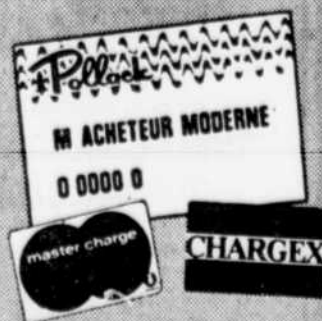
749.95

849.95



Le modèle kv-1920 couleur (19") comprend de nouveaux circuits automatiques évolués qui éliminent le besoin de réajustement fréquent des réglages d'accord et de couleur.

TV ET STEREO (RAYON 785)
MAIL ST-ROCH, LE FOYER
ETAGE A
LEVIS, REZ-DE-CHAUSSEE



Pollack

Mail St-Roch, Galeries Chagnon, Lévis

Une caisse propre pour un Québec propre

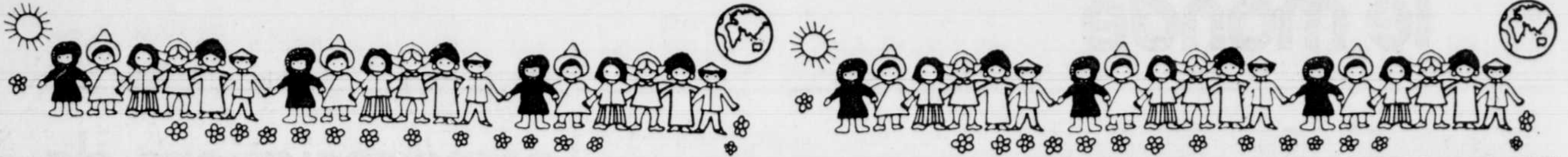
Vous pouvez faire quelque chose.

Souscrivez à la caisse propre. Envoyez votre contribution au

Parti Québécois



C.P. 540, station Youville, Montréal, Québec.
Agence payée par Robert St-Jean, agent officiel du Parti Québécois 5785 ave du Parc, Montréal



En un jour, plus d'argent dépensé en armements que l'Unicef n'en a en 10 ans



Le Soleil, André Belle-Isle

Dimanche le 31 octobre, jour de l'Halloween et aussi "Journée universelle de l'enfance" pour l'Unicef, des centaines d'enfants iront vous solliciter, au nom de tous leurs frères et soeurs des pays du Tiers-Monde.

En 1974, les nations du monde ont consacré aux armements de guerre, en un jour, plus d'argent que l'UNICEF n'en a eu à dépenser pendant les 10 dernières années.

Alors qu'en 1973, \$200 milliards étaient dépensés à des fins militaires, le Fonds des Nations unies pour l'aide à l'enfance (UNICEF) disposait d'environ \$81 millions pour la mise en place de services de base en faveur de nouveau-nés et d'enfants, dans 112 pays.

A l'heure actuelle, l'UNICEF ne peut soulager qu'un million d'enfants,

Textes de Louise PICARD

alors que neuf millions, qui ont besoin d'aide, ne sont pas secourus à cause d'un manque de fonds.

Dans l'ensemble des pays en développement, quelque 250 millions d'enfants grandissent sans bénéficier des services les plus élémentaires en matière de santé, de nutrition, d'éducation et de protection sociale.

L'inflation...

Avec peu, l'UNICEF peut encore faire beaucoup, mais pas autant qu'aparavant, souligne-t-on dans un document d'information sur cet organisme, affecté, comme tous, par le phénomène de l'inflation.

C'est ainsi que le Fonds des Nations unies pour l'enfance paie aujourd'hui de 20 à 100 pour cent plus cher qu'il y a un an la plupart des produits qu'il fournit, et ce, à une époque où il y a état d'urgence pour les enfants à travers le monde. L'inflation qui sévit actuellement, dit-on, peut faire la différence entre une vie heureuse et la mort précoce pour des millions d'enfants et de nourrissons faute d'aliments, d'eau potable et de soins médicaux. C'est pourquoi UNICEF demande à la population d'essayer de doubler la somme payée l'an dernier.

C'est dimanche le 31 octobre que débute officiellement la campagne annuelle de l'UNICEF. La journée universelle de l'enfance décrétée, depuis 1952, en vertu d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Union internationale de protection de l'enfance (UIPE) coïncide toujours avec le jour de l'Halloween.

Cette année, l'accent est mis sur les services de base destinés aux enfants, et aura pour thème: "Atteindre les inaccessibles".

A Québec, selon la tradition établie par UNICEF-Québec depuis nombre d'années, les enfants des écoles élémentaires feront la cueillette de fonds, en frappant aux portes des maisons de leur voisinage. En cette journée universelle de l'enfance, le 31 octobre, on demande plus spécialement aux éducateurs, aux agents de la protection de l'enfance, aux législateurs et à tous ceux qui s'intéressent aux enfants d'appuyer davantage les initiatives locales et internationales, en vue de répondre aux besoins fondamentaux des jeunes défavorisés.

Les bénévoles de demain

Comme le soulignait la présidente d'UNICEF de la région de Québec, Marcelle Fradet, bien que l'on n'ait pas encore trouvé la formule, la collaboration des étudiants des écoles secondaires est un projet que les responsables comptent réaliser à plus ou moins brève échéance. Certains étudiants ont déjà manifesté leur intention à cet égard. Les bénévoles étant de plus en plus jeunes, ces adolescents constituent la relève de demain.

Outre la journée de l'Halloween, qui constitue le lancement de la campagne UNICEF, la vente des cartes de vœux, des agendas et calendriers contribue, dans une large mesure, à la cueillette de fonds. L'an dernier, le conflit des postes avait eu un effet désastreux sur les fonds habituellement recueillis par la vente de ces cartes. A l'issue de cette campagne, les fonds seront acheminés à l'Union des caisses populaires Desjardins.

Cette année, ces ventes auront lieu dans six centres commerciaux de Québec et des environs: Place Laurier, Place Sainte-Foy, les Galeries Rond-Point à Lévis, les Galeries Charlesbourg, le Centre Jadis, Place Québec et le complexe "G".

Des responsables bénévoles assureront une présence constante à tous ces comptoirs.

Perçu autrefois comme un mouvement essentiellement anglophone, UNICEF s'identifie davantage, depuis environ trois ans, au milieu québécois. Cette année, le comédien bien connu de la scène et de la télévision, Gilles Pelletier, était nommé "ambassadeur" du Québec, pour la durée de la campagne.



Il y a 30 ans, soit en 1946, l'Unicef était créé pour venir en aide aux enfants victimes de la guerre dans 14 pays.

Aujourd'hui, cet organisme s'efforce de venir en aide aux enfants victimes de la pauvreté dans 109 pays.

Au Canada, le Comité Unicef, par l'intermédiaire de ses organismes provinciaux et volontaires, s'est procuré \$1,8 million l'année dernière, grâce à l'Halloween et à la vente de cartes de vœux, deux programmes qui ont battu tous les records, et aux Rallies Tiers Monde et aux donations, legs et dons commémoratifs.

— Dans les pays en voie de développe-

ment, un enfant sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans

— De graves carences en vitamines A provoquent chaque année la cécité de plus de 100,000 enfants

— On estime que 40 pour cent environ des enfants inscrits dans les écoles ne peuvent aller en classe que quelques années seulement, et redvient plus tard analphabètes

— Les enfants représentent la moitié de la population des taudis et des bidonvilles. La population des taudis augmente trois ou quatre fois plus vite que celle des quartiers modernes des villes, généralement à un taux annuel de 10 à 15 pour cent.

Sans frontière, la jeunesse vaincra...

"Chantons Africains, chantons tous en chœur. Criions à tout le monde notre espérance. Nous n'avons plus de doute, nous n'avons plus peur. Sans frontière, la jeunesse vaincra."

Ces paroles qui incarnent l'esprit d'indépendance, la valeur artistique et l'imagination créatrice de la jeunesse africaine, sont celles d'un musicien sénégalais, Soleyama Mama, qui a gagné le concours d'hymne lancé à l'occasion d'une "Semaine nationale de la jeunesse", à Dakar.

A la demande de UNICEF-Québec, il a réalisé, en outre, sur la Tanzanie, un montage audio-visuel qui se veut un témoignage authentique de sa propre composition.

Rencontré, il y a quelques jours, sur le campus quasi désert de l'université Laval où il habite, Soleyama, qui est étudiant en histoire de l'art et en archéologie, attend impatiemment la reprise des cours.

Son expérience avec l'UNICEF a débuté ici même, à Québec, il y a un an. Bien qu'il n'ait que des louanges à faire à l'égard des femmes bénévoles de Québec qui oeuvrent au sein de cet organisme, il se montre cependant réticent à l'endroit de l'appareil administratif de l'UNICEF, dont le siège social est situé aux Nations unies, à New York, et où les fonds recueillis au Canada et partout ailleurs sont acheminés.

Décentraliser tout ça

Un tel état de choses entraîne,

selon lui, une trop grande centralisation au niveau des décisions et de la gestion des fonds, de même qu'un personnel trop élevé.

En plus de voir s'alléger les coûts administratifs de cet organisme international qui se veut apolitique, ce qui, à son avis, n'est pas toujours le cas, il préconise une action plus directe des diverses cellules de l'UNICEF dans les pays ayant besoin d'aide.

Outre la décentralisation de l'aide à l'étranger, celle-ci doit être déterminée par ceux-là même qui en bénéficient, fait-il remarquer. Elle doit, avant tout, être axée sur la formation des autochtones dans tous les secteurs.

A cet égard, il se dit très heureux que l'UNICEF ait changé sa politique dans la quasi-totalité des pays africains et, qu'en outre, on ne s'adresse plus uniquement qu'aux enfants.

"L'alphabetisation des masses constitue une priorité touchant aussi bien les adultes que les enfants." Vient ensuite la formation technique adaptée au milieu.

Former les femmes

A cet égard, l'UNICEF finançait récemment l'achat d'instruments destinés à piler le grain, travaux que les femmes exécutaient autrefois à la main, à l'aide d'un morceau de bois sculpté dans un tronc d'arbre. La fourniture de véhicules (Land Rover) pour le déplacement dans la brousse est aussi assurée par l'UNICEF.

Soleyama attache, en outre, beaucoup d'importance à la nécessité de former des femmes africaines, no-

tamment sur le plan de l'hygiène infantile prénatale et postnatale, lesquelles transmettront, à leur tour, leurs connaissances aux femmes des régions isolées.

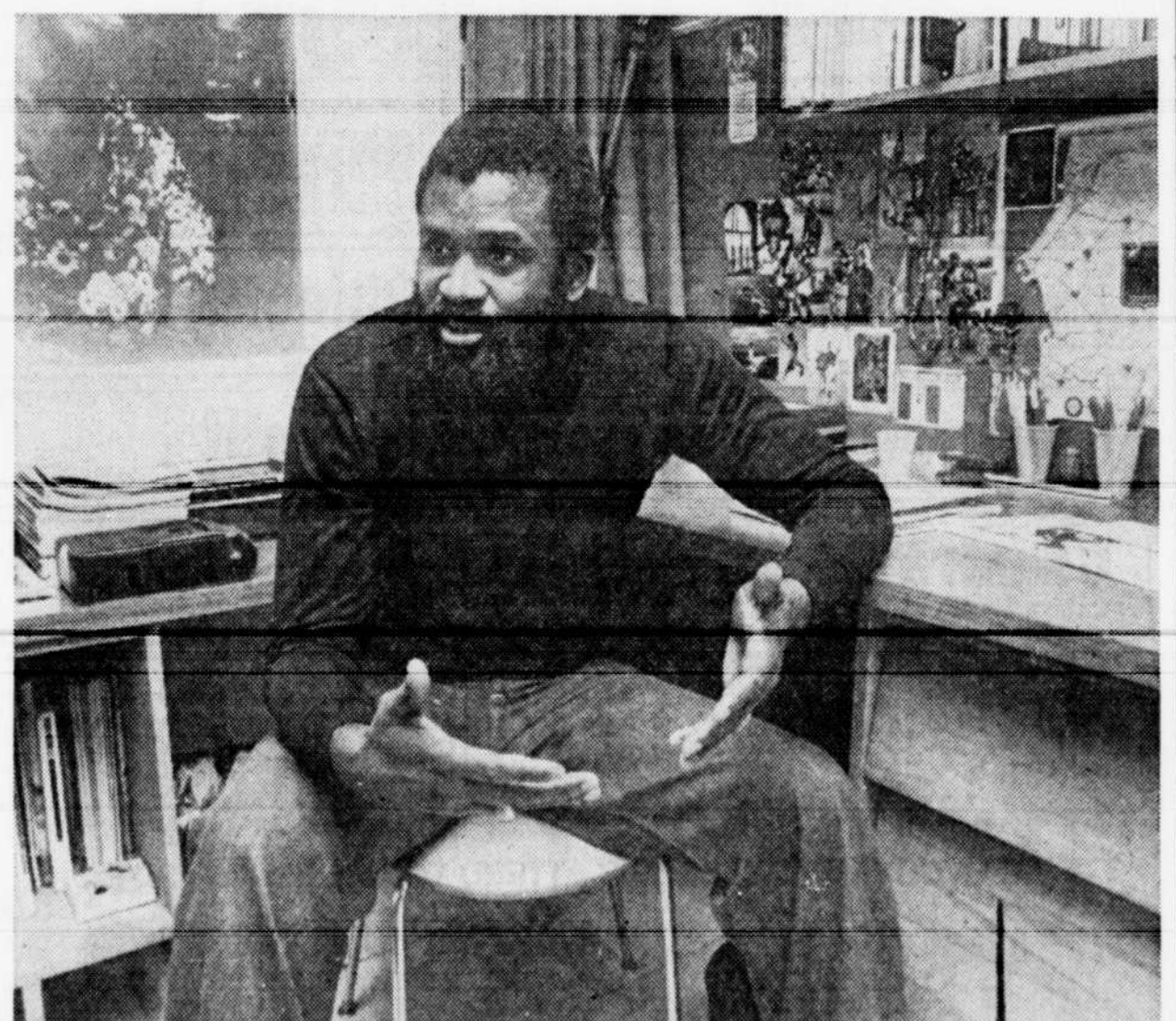
Cette formation se fait actuellement, soit en français ou en anglais, et ces femmes servent d'intermédiaires, en milieu rural, à celles qui ne parlent que les dialectes africains. La majeure partie de ce travail s'effectue dans des cliniques d'hygiène et d'alimentation, en milieu rural.

Le quotidien "Le Soleil" de Dakar faisait état récemment d'un projet réalisé par l'UNICEF, qui possède une section régionale en cet endroit.

Recueillant de façon régulière l'information africaine qu'il distribue au Québec, Soleyama estime que l'eau potable, qu'il considère comme une autre priorité, est un problème de taille dans tous les pays du Tiers-Monde.

Aussi, l'approvisionnement en eau des villages est un autre élément prioritaire des services de base, que l'UNICEF recommande aux gouvernements d'inclure dans leurs plans et programmes de développement à long terme.

Enfin, il souhaite vivement que chacun de ces gouvernements, y compris UNICEF-Canada, finance directement ces programmes dans les pays en voie de développement, et qu'ils déterminent sur place les priorités, sans passer par ce qu'il appelle "la grosse machine administrative des Nations unies aussi lourde que celle d'un gouvernement".



Le Soleil, J.-M. Villeneuve

Soleyama Mama: "Les organes d'information se doivent de rendre les gens plus conscients des problèmes de ceux qui les entourent et de réveiller en eux ce qui reste d'humain".



Parmi les délégués à l'ouverture de la conférence de Genève sur la Rhodésie, on reconnaît M. Ivor Richard, président de la conférence, à la table de gauche. A droite, le premier ministre Ian Smith de Rhodésie est assis avec les délégués rhodésiens. En arrière, à gauche, le Dr Robert Mugabe, et à droite, M. Joshua Nkomo. Au premier plan, dos à la caméra, à gauche, les délégués de l'évêque Abel Muzorewa.

Les négociations de Genève seraient de nouveau retardées

GENÈVE (d'après AFP et AP) — La conférence de Genève sur la Rhodésie reprend ses travaux ce matin au Palais des Nations, après une journée qui a été marquée hier par un ajournement inattendu de deux heures et demie dès l'ouverture de la séance.

Les véritables négociations ne débuteront qu'après la suspension de la conférence prévue aujourd'hui pour une durée de "quelques jours", a précisé un porte-parole britannique.

Les chefs des quatre délégations noires rhodésiennes et le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, doivent prendre la parole tout à tour, vraisemblablement par ordre alphabétique, pour exposer formellement leur position.

La conférence sera ensuite suspendue quelques jours, pour permettre aux délégations de se consulter de façon informelle et de préparer les vraies négociations qui commenceront sans doute au début de la semaine prochaine.

Moment historique

Des protestations et des manifestations de mauvaise

humeur ont marqué la conférence dès le début, hier.

Au Palais des Nations, à Genève, quelque 170 journalistes ont pu assister à un moment historique: des chefs nationalistes dont la tête est mise à prix se sont assis dans la même enceinte que M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, et M. Pieter Van der Byl, ministre des Affaires étrangères.

L'ouverture des débats a été retardée de deux heures et demie parce que MM. Nkomo et Mugabe avaient présenté une double exigence à M. Richard:

— Que ce dernier reçoive une délégation de pouvoirs du gouvernement britannique afin de rehausser son statut et de donner davantage de poids à la conférence. Après consultations, M. Richard a pu accéder à cette requête.

— Que la délégation de M. Smith soit assise à côté de la délégation britannique afin de bien marquer la "coopération anglo-rhodésienne", flagrante aux yeux des leaders nationalistes. Londres a refusé.

Autre manifestation de mauvaise humeur: l'évêque Abel Muzorewa a laissé délibérément deux sièges vides à ses côtés, devant lesquels il avait placé des pancartes portant les noms de ceux de ses collaborateurs disparus depuis octobre 1975: MM. Edson Sithole et Enos Nkala. L'évêque soutient, en dépit des démentis, que les deux hommes se trouvent dans les prisons rhodésiennes.

Au moment où s'ouvrait la conférence de Genève, en Rhodésie, les nouvelles des combats entre forces gouvernementales et nationalistes traduisaient la guérilla.

Le bilan des dernières 24 heures faisait état de 19 morts du côté des guérilleros, et de quatre du côté blanc, un militaire et trois civils.

En même temps, les autorités de Salisbury annonçaient que l'exode des Blancs s'est accéléré ces derniers temps. L'excédent des départs sur les arrivées a atteint cette semaine le chiffre de 4,738 personnes, contre un excédent inverse de 1,642 personnes en 1975.

Maire Drumm assassinée dans un hôpital à Belfast

BELFAST (d'après Reuter et AFP) — Des hommes déguisés en infirmiers ont pénétré hier soir dans l'hôpital Mater à Belfast et abattu Mme Maire Drumm, ancienne vice-présidente du Sinn Féin, l'aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

On pense que l'assassinat de Mme Drumm provoquera une violente réaction de la part de l'IRA, dont elle avait été un des porte-parole les plus en vue.

Mme Drumm se remettait d'une opération aux yeux. Les hommes, après l'avoir identifiée, l'ont tuée à coups de feu. Une autre femme a été blessée à la jambe par les tirs.

La police et l'armée ont encerclé l'hôpital et établi des barrages, pour tenter d'arrêter les tueurs. Mais on pense que ceux-ci sont parvenus à fuir dans une voiture qui les attendait.

Agée de 56 ans, Mme Drumm était une des personnalités catholiques les plus connues d'Irlande du Nord. Ses discours virulents en faveur de l'unité avec l'Irlande du Sud et contre la Grande-Bretagne lui avaient valu le sobriquet de "Grand-mère Venin." Les forces de sécurité l'ont souvent accusée de provoquer des troubles.

Son mari et son fils ont tous deux été internés dans le camp de Long Kesh à Belfast, rebaptisé maintenant du nom de prison du Labyrinthe. Sa fille purge actuellement une peine de prison pour port d'armes.

Mme Drumm avait démissionné il y a quelques semaines de la direction du Sinn Féin pour raisons de santé.

L'assassinat de Mme Maire Drumm a constitué jeudi soir le point culminant de l'une des journées les plus tumultueuses qu'ait connues l'Irlande du Nord au cours de ce mois.

Dans la matinée, un réserviste du régiment de défense de l'Ulster, l'organisation militaire protestante, a été abattu alors qu'il délivrait une lettre, dans l'ouest de la province. A Belfast, un inconnu a été blessé de plusieurs balles à la tête et à Londonderry, un second réserviste a été grièvement blessé de plusieurs coups de feu à l'estomac et aux jambes.

A Dungannon, à l'ouest de la province, un incendie provoqué par des bombes a complètement détruit une vingtaine de bus dans un dépôt sans faire de blessés. Les pompiers n'ont pu intervenir par crainte de l'explosion de nouvelles bombes.

Au même moment, les pompiers de Belfast annonçaient qu'ils renonçaient à nouveau à intervenir dans les incendies provoqués par des attentats terroristes si la prime de risque de 5 livres (9 dollars) par jour qu'ils réclament ne leur était pas octroyée.

Ces attentats se sont produits au milieu de l'agitation suscitée en Irlande du Nord par les propos attribués au candidat américain Jimmy Carter sur la crise nord-irlandaise.

Jimmy Carter, candidat à la présidence des Etats-Unis, a adressé au gouvernement de Dublin un télégramme de mise au point sur les propos "mal interprétés" qui lui ont été attribués concernant le conflit irlandais.

"Je ne suis pas favorable à la violence pour trouver une solution à la crise irlandaise, écrit Jimmy Carter. Je souhaite que l'on trouve, par des négociations et des méthodes pacifiques, une solution juste qui s'applique aux deux communautés de l'Irlande du Nord et protège les droits de l'homme là où ils sont menacés."

M. Carter aurait dit à Pittsburgh devant les membres d'une organisation irlandaise-américaine, selon des informations parvenues en Grande-Bretagne, qu'ils avaient tort de "rester indifférents" à la question d'Irlande du Nord.

Ce commentaire avait provoqué de violentes réactions dans les milieux politiques britanniques et irlandais du Sud et une critique officielle de la part du gouvernement britannique.

Retour des Palestiniens au Sud-Liban

BEYROUTH (d'après AP) — Des soldats palestiniens ont commencé à regagner la région d'Arakoub, au Sud-Liban, en franchissant les lignes syriennes, malgré la volonté des Chrétiens et des Israéliens de les empêcher de se réinstaller dans cette région.

Ces mouvements des troupes palestiniennes, qui avaient été constatés, mercredi, par des journalistes occidentaux dans la vallée de la Bekaa, ont été confirmés, hier, par les dirigeants palestiniens. Ceux-ci ont précisé que d'autres unités palestiniennes, en provenance de la région d'Aley, s'apprêtaient à suivre le même chemin avec l'accord des Syriens.

Les Palestiniens déclarent que cette mesure est en conformité avec l'accord de Riyad qui prévoit le retour des Palestiniens dans le Sud-Liban. Mais, depuis la conclusion de ce compromis, les Chrétiens ont lancé une offensive qui leur a permis de prendre le contrôle de la plus grande partie du pays. Avec l'appui non dissimulé des Israéliens, ils avaient annoncé qu'ils empêcheraient tout retour des hommes de l'OLP.

L'attitude coopérative des Syriens, qui, pourtant, il y a moins de 15 jours, affrontaient sans merci les hommes de M. Yasser Arafat, n'est cependant pas complètement surprenante et semble être la conséquence des entretiens que le président Hafez el-Assad et M. Arafat viennent d'avoir au Caire.

Le déplacement des Palestiniens vers le sud du pays a fait renaître l'espoir d'une application effective des accords du Caire de 1969 qui prévoient justement que les troupes de l'OLP seraient stationnées dans cette région et se tiendraient à l'écart des affaires intérieures libanaises. Les Syriens semblent désireux d'en convaincre leurs alliés de la droite libanaise, d'autant que la réinstallation des Palestiniens se fait sous le contrôle des troupes de Damas.

Une délégation de la droite libanaise, conduite par MM. Dany Chamoun et Amin Gemayel, les fils de deux des principaux chefs chrétiens, s'est rendue à Damas pour demander des explications à la Syrie.

L'OEIL EN FÊTE

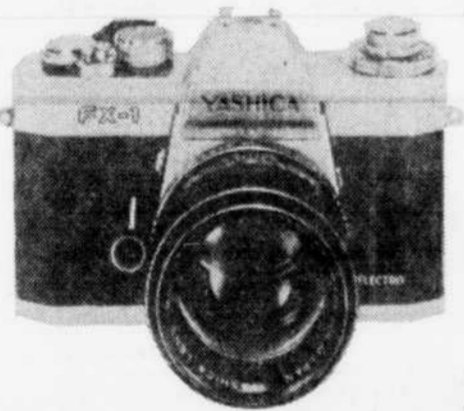
LE VENDREDI 29 OCT. et LE SAMEDI 30 OCT.
UN CLIN-D'OEIL DE LA QUINZAINE!

YASHICA
représentant sur place

YASHICA TL-ELECTRO

- objectif interchangeable
- visée reflex
- 1/sec. à 1/1000
- posemètre intégré
- objectif 1.9

174⁸⁸



YASHICA FX-1

- entièrement électronique
- vitesse 1/sec. à 1/1000
- posemètre au silicium
- monture à bayonnette
- correcteur de sous/exposition

299⁸⁸

CONTAX
ouvre l'oeil!

Caméra 35mm 799⁸⁸
Contax RTS, objectif Planar 1.4

Objectif 124⁸⁸
Yashica 28mm 2.8

Caméra 35mm 239⁸⁸
Yashica FX-2, objectif 1.9

Objectif 108⁸⁸
Yashica 135mm 2.8

Flash électronique 48⁸⁸
Yashica ES 20 automatique

Objectif 152⁸⁸
Yashica 200mm F4

Caméra 35mm 154⁸⁸
Yashica Electro 35GX, objectif 1.7

Ciné caméra 219⁸⁸
sonore Yashica XL, objectif zoom

Auto Winder 127⁸⁸
Yashica

Objectif 294⁸⁸
Sonnar 135mm 2.8

LE MYCORAMA QUEBECOIS ATTEND TOUJOURS TA VISITE...

STUDIO GOSSELIN Ltee

10 rue begin, centre-ville levis tel: 837-8868



Washington s'inquiète de la corruption au Congrès à propos de la Corée du Sud

par François CHATEL
WASHINGTON (AFP) — Washington commence à s'alarmer très sérieusement des possibles conséquences diplomatiques de la gigantesque affaire de corruption au Congrès managée par des Sud-Coréens, qu'ils aient ou non agi pour le compte du gouvernement de Séoul.

scandaleuses s'étalant chaque jour plus nombreuses à la une des journaux américains n'entraînent une érosion irréversible de l'appui du public et du Congrès en faveur d'un pays dont la défense est jugée essentielle à la préservation des intérêts de l'Amérique en Asie.

Unis, la Corée du Sud serait incapable de survivre et encore moins de résister à une attaque communiste.

Depuis quelque temps déjà l'administration est préoccupée par la chute de popularité de la cause sud-coréenne au Congrès provoquée par les accusations de graves entorses au respect des droits de l'homme portées contre le régime Park Chung Hee.

reconnu que sa femme est rentrée un jour à la maison nantie d'un chèque de 10,000 dollars.

une destination inconnue. Les enquêteurs apparemment ignorent s'il a l'intention de revenir.

Détournement d'un avion tchécoslovaque sur Munich

MUNICH (AFP) — Un jeune homme de 26 ans, armé d'une mitraillette et d'un pistolet, a détourné, hier soir, un appareil tchécoslovaque transportant 111 personnes en contraignant le pilote à franchir la frontière pour se poser à Munich.

le pirate de l'air, qui répond au nom de Rudolf Becvar, est un ressortissant tchécoslovaque agissant, selon toute vraisemblance, pour des raisons politiques dans l'espoir de trouver refuge à l'Ouest.

bord 105 passagers et six membres d'équipage et devait relier Prague à Bratislava, près de la frontière autrichienne.

Les révélations du "Washington Post" et du "New York Times" sont sidérantes. Quatre-vingt-dix membres du Congrès auraient touché pendant des années des pots-de-vin parfois fabuleux représentant chaque année de 500,000 à un million de dollars en nature ou en espèces, pour défendre activement les intérêts de la Corée du Sud à Washington.

Ce phénomène s'accéléra si la Commission fédérale d'enquête à l'oeuvre depuis plusieurs mois confirme que le régime Park est à l'origine de la plus énorme affaire de corruption jamais connue au Capitole.

Le dossier sud-coréen apparaît tout de même bien épais. En marge de cette affaire, en effet, le New York Times affirmait hier qu'à l'instigation des services secrets du régime Park Chung Hee, la KCIA, les fournisseurs sud-coréens de l'armée américaine, l'ont escroqué d'environ 20 millions de dollars par an, truquant les contrats. Cette pratique lucrative aurait cessé en 1973 sur les protestations de Washington.

avis légaux. appels d'offres. soumissions.

APPEL D'OFFRES
Cité de Loretteville
Province de Québec
Canada
Projet: 2255
Projet: 2256

La Cité de Loretteville demande des soumissions pour:
A- deux (2) automobiles identifiées pour la sécurité municipale
B- la réparation d'un Gradall Warner et Seaway

Toute personne ou entreprise, désirant soumissionner pourra se procurer les formules et bordereau de soumission au bureau du Greffier de la Cité de Loretteville pendant les heures d'ouverture de l'Hôtel de Ville.
Cité de Loretteville
236, rue Racine
(avant le 8 novembre 1976)
305, rue Racine
(après le 8 novembre 1976)
Loretteville
Tél.: 942-1821

Les offres cachetées seront reçues jusqu'à 17:00 heures le 15 novembre et seront ouvertes publiquement le même jour à 20:00 heures à l'adresse susmentionnée.

Toute personne désirant assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse et à l'heure mentionnées plus haut.

La ville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions et cela sans encourir aucune obligation envers les soumissionnaires.

La Cité de Loretteville se réserve le droit de ne pas octroyer l'achat (ou la réparation) de la machinerie qui fait l'objet de cet appel d'offre au même soumissionnaire.

Gilles Martel
Greffier

LA VILLE DE QUÉBEC

**SERVICE DE POLICE
AVIS PUBLIC**

**VENTE A L'ENCHERE DE
MARCHANDISES DIVERSES**

Avis public est par la présente donné, qu'en vertu d'une résolution du Comité Exécutif, nous procéderons à la vente à l'enchère de marchandises diverses non réclamées, propriété de la Ville de Québec, ce cinquième (5e) jour de novembre 1976 à 13:00 heures à la Centrale de Police, Parc Victoria. Les objets seront visibles de 12:00 à 13:00 heures ce même jour.

CONDITIONS D'ACHAT
ARGENT COMPTANT OU CHEQUE VISE
LISTE DE MARCHANDISES NON RECLAMEES A ETRE VENDUES A L'ENCHERE LE 5 NOVEMBRE 1976:

- Peaux de mouton
- Pneus et jantes
- Bottes de ski
- Patins
- Transmission d'automobile
- Téléviseurs, radios, enregistres
- Projecteurs
- Bâtons de golf au complet
- Verrerie
- Haut-parleurs
- Valises de voyage
- Divers autres articles

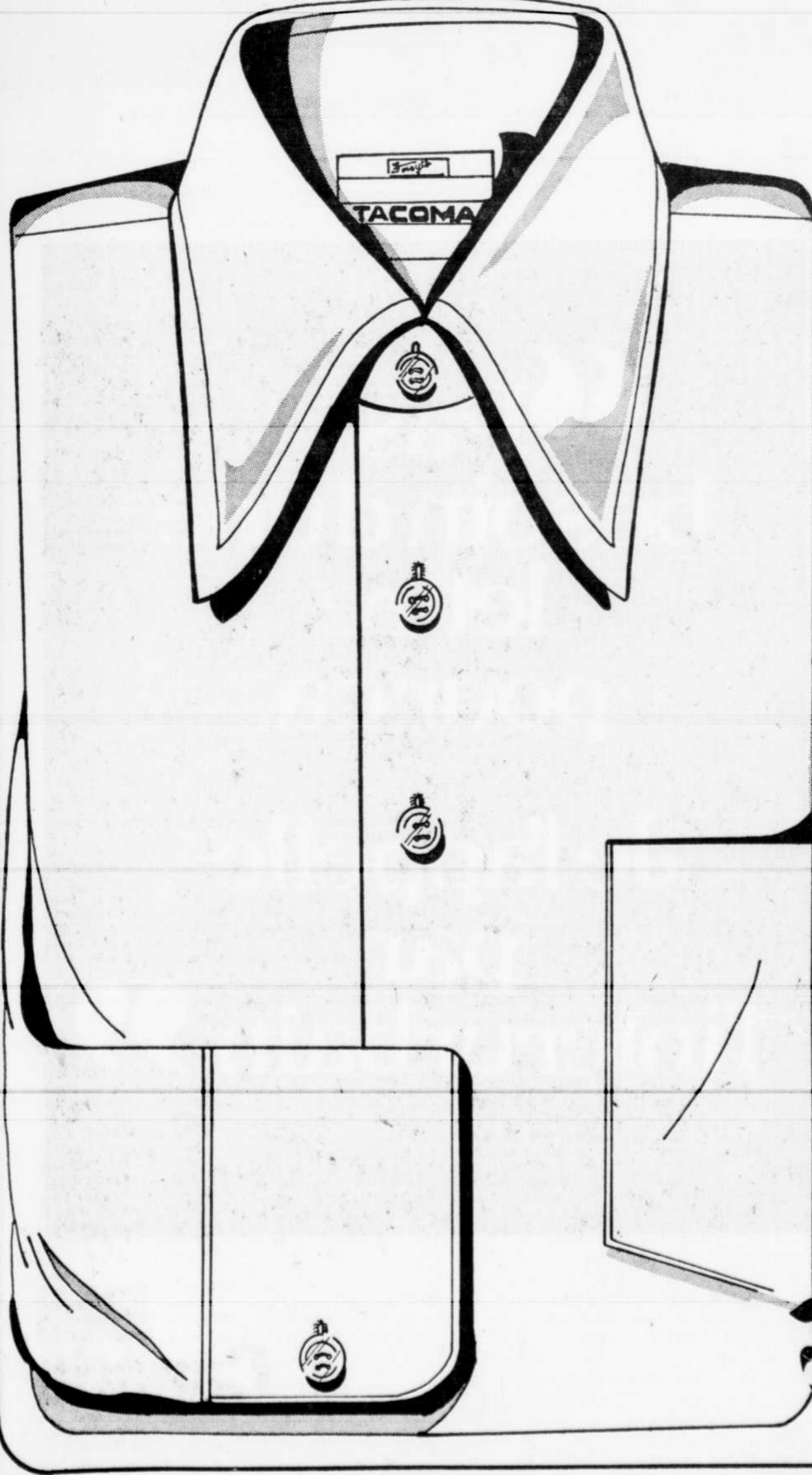
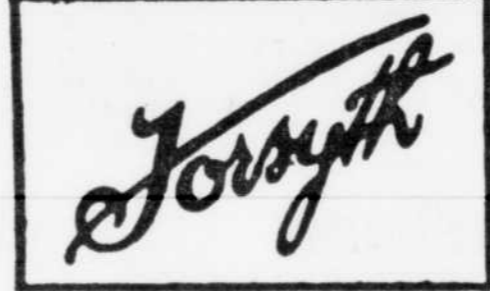
Québec ce 15 octobre 1976

Le Greffier de la Ville
Pierre F. Côté, avocat

| COMMISSION DE CONTROLE DES PERMIS D'ALCOOL DU QUÉBEC | | |
|--|---|--|
| AVIS | | |
| Les personnes ci-après mentionnées ont demandé les permis suivants | | |
| Nom | Adresse | Catégorie |
| Québec, le 22 octobre 1976. | | |
| COMTE DE JEAN-TALON DAGNEAU, Richard | 383, rue Fraser, Québec (ville). | Club. |
| Pour le bénéfice de: Association des Sourds de Québec. | | |
| COMTE DE LIMOILLOU DUBE, Mme | 359, rue de la Conardière, Québec (ville). | Epicierie. |
| Mme Christiane Beaumont | | |
| COMTE DE LOUIS-HEBERT LAROSE, Mme | 2875, Chemin Ste-Foy, Ste-Foy (ville). | Epicierie. |
| Mme Agathe | | |
| COMTE DE TASCHEREAU RENAUD, Mme | 98 Est, rue Arago, Québec (ville). | Epicierie. |
| Mme Jean-Marie (Changement d'emplacement ancienne adresse: 140 Est, rue Arago, Québec (ville). | | |
| ASPINALL, David | 26, rue Ste-Angèle, Québec (ville). | (2) Bars avec danse et spectacles. |
| Pour le bénéfice de: Les Immeubles Griffin Inc. | | |
| COMTE DE MONTMORENCY MARTEL, Michel | 856, Avenue Royale, Beauport (ville). | Epicierie. |
| Mme Jean-Marie | | |
| COMTE DE TASCHEREAU POULIN, Michel | 71, rue d'Auteuil, Québec (ville). | Restaurant. |
| Pour le bénéfice de: Vieubeck Inc. | | |
| COMTE DE CHAUVEAU BOIVIN, Yves | 2447, Rue # 2, (138 Ouest, Ste-Foy (ville). | Bar avec danse additionnel dans le Restaurant de 20:00 hres p.m. à 3:00 a.m. |
| Pour le bénéfice de: Hôtel/Motel Colibri Ste-Foy Inc. | | |
| Changement de la capacité du Restaurant de 34 pers. à 46 pers. (dans Hôtel) | | |
| COMTE DE BEAUCE-NORD DROUIN, Roch | Hôtel/Motel Mille Fleurs Entr., 54 Est, rue Principale, St-Etienne (s.d.). | (1) Bar additionnel avec danse ou sou-sou- (dans Hôtel) |
| COMTE DE CHARLEVOIX TREMBLAY, André | 62, rue Notre-Dame, Notre-Dame-des-Monts (s.d.). | Epicierie. |
| COMTE DE LEVIS LECLERC, Gabriel | 533, rue Commerciale, St-David-de-l'Auberivière (ville). | Epicierie. |
| (suite à une vente) | | |
| GAGNON, Aimé | 805, 9e Avenue, Charny (ville). | Epicierie. |
| Pour le bénéfice de: Alimentation Holland Inc. (suite à une vente) | | |
| COMTE DE LOUIS-HEBERT LLEWELLYN, Gary | William La Diligence, 2955, Boul. Laurier, Ste-Foy (ville). | Autorisation de la danse dans (1) Bar existant (dans Motel) |
| Pour le bénéfice de: "Wandlyn Motor Inn Truway Motor Inn Ltd." | | |

AFIN D'ÊTRE VALIDE, TOUTE OBJECTION À CES DEMANDES DOIT ÊTRE FAITE PAR ÉCRIT, DUMENT MOTIVÉE ET ASSERMANTÉE DANS LES 15 JOURS DU PRÉSENT AVIS AU:
SECRETARIE GÉNÉRAL
CASE POSTALE 190, STATION B, QUÉBEC 2, QUÉ.
61K 7A6

Le chic et l'élégance des chemises Tacoma de



Chemises confectionnées de 65% polyester et 35% coton. Col à pointes, unies ou ton sur ton. Semi-ajustées, manches à boutons. Une chemise élégante pour un confort en tout temps. Vous pouvez les retrouver dans les tons de blanc, beige, rouille et bleu pâle. Tailles: 14 à 17½.

Prix orig. 12⁰⁰

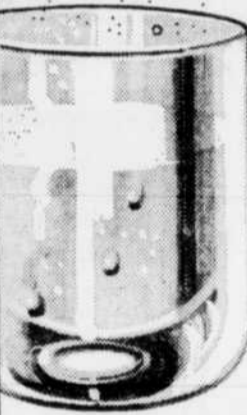
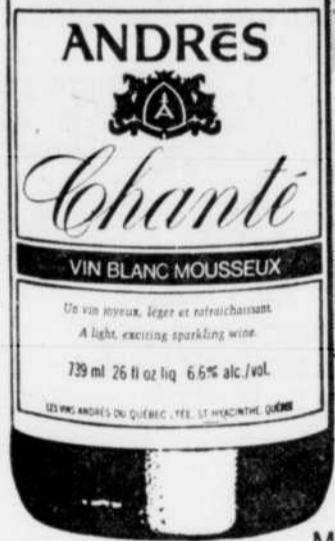
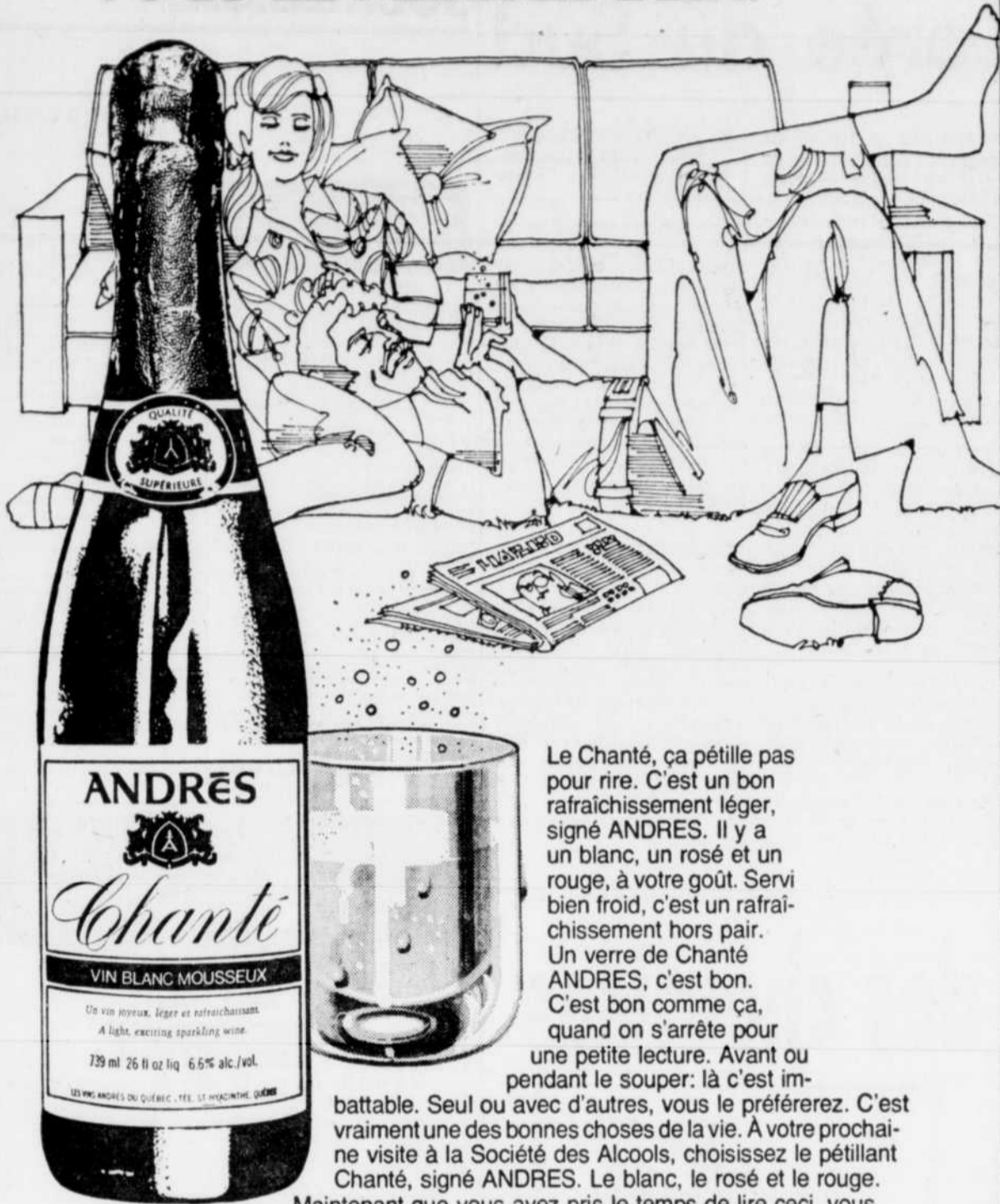


MERCERIE POUR HOMMES (Rayon 620).
Mail St-Roch, rez-de-chaussée.
Lévis, étage supérieur.

STATIONNEMENT GRATUIT
Avec tout achat de \$2.00 et plus.
Ouvert ce soir jusqu'à 21h.
Ouvert samedi jusqu'à 17h.

Pollack
Mail St-Roch, Galeries Chagnon, Lévis.

**PRENEZ LE TEMPS
DE LIRE CECI.
VOUS LE MÉRITEZ BIEN.**



Le Chanté, ça pétille pas pour rire. C'est un bon rafraîchissement léger, signé ANDRÉS. Il y a un blanc, un rosé et un rouge, à votre goût. Servi bien froid, c'est un rafraîchissement hors pair. Un verre de Chanté ANDRÉS, c'est bon. C'est bon comme ça, quand on s'arrête pour une petite lecture. Avant ou pendant le souper: là c'est imbattable. Seul ou avec d'autres, vous le préférerez. C'est vraiment une des bonnes choses de la vie. A votre prochaine visite à la Société des Alcools, choisissez le pétillant Chanté, signé ANDRÉS. Le blanc, le rosé et le rouge. Maintenant que vous avez pris le temps de lire ceci, vous saurez sûrement prendre le temps de savourer votre Chanté.

**PRENEZ LE TEMPS
DE SAVOURER VOTRE CHANTÉ**
BLANC, ROSÉ OU ROUGE À VOTRE GOÛT

Ford propose un moratoire de trois ans sur la prolifération nucléaire

WASHINGTON (d'après AFP) — Le président Gerald Ford a demandé, hier, aux principaux pays exportateurs de technologie nucléaire de suspendre pendant trois ans au moins leurs exportations d'installations et de techniques d'enrichissement et de retraitement.

L'appel du président est l'un des éléments essentiels d'un vaste programme de mesures internationales proposées par les Etats-Unis en vue d'enrayer la prolifération nucléaire. Les grandes lignes de ce projet avaient déjà été révélées il y a trois semaines dans la presse. Le sous-secrétaire d'Etat, M. Charles Robinson, a affirmé au cours d'une conférence de presse que la publication des propositions détaillées de l'administration américaine à quatre jours des élections ne visait aucun objectif politique mais résultait simplement du fait que Washington a eu au cours des deux ou trois dernières semaines des entretiens avec les divers fournisseurs de technologie nucléaire à leur sujet.

Les propositions du président Ford, à qui M. Jimmy Carter a reproché à plusieurs reprises son manque d'initiative dans ce domaine, devraient en principe être discutées au sein du "club des fournisseurs" qui se réunit régulièrement à Londres depuis 1975 et dont la prochaine assemblée pourrait avoir lieu le mois prochain. M. Robinson a cependant précisé qu'elles feront aussi l'objet d'entretiens bilatéraux entre les Etats-Unis et les autres fournisseurs.

Le sous-secrétaire d'Etat s'est dé-

claré encouragé par la réaction qu'ont eue jusqu'à présent les autres pays nucléaires à ces propositions. "Nous sommes encouragés par la diminution des différences entre les Etats-Unis et les autres fournisseurs nucléaires", a-t-il dit. Il a souligné que les Etats-Unis ont eu des entretiens à ce sujet avec les Soviétiques. "Nous avons des raisons de penser qu'ils nous aideront et coopéreront", a-t-il dit.

Outre le moratoire sur les exportations, le plan de M. Ford prévoit des négociations pour assurer que les nations nucléaires garantissent aux pays consommateurs des fournitures suffisantes de combustibles nucléaires, ce qui est nécessaire pour éviter que ces pays cherchent à acquérir une capacité d'enrichissement de l'uranium ou de retraitement.

Ehrlichman commence à purger ses sentences

WASHINGTON (Reuter) — Il y a quelques années un des hommes les plus puissants du pays en tant que conseiller du président Nixon pour les Affaires intérieures, John Ehrlichman s'est présenté, hier, à un pénitencier pour y purger des peines de prison prononcées dans l'affaire "des plombiers" et celle du Watergate.

John Ehrlichman, maintenant âgé de 51 ans, sera emprisonné au pénitencier fédéral de Safford, Arizona, où sont surtout détenus des Mexicains ayant violé la loi sur l'immigration.

Les prisonniers y confectionnent des vêtements utilisés dans les services gouvernementaux.

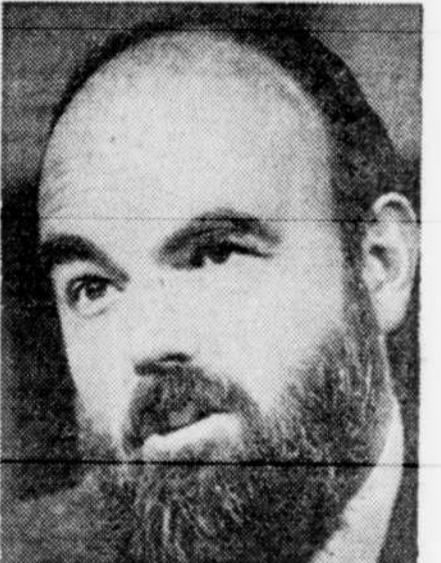
John Ehrlichman risque de passer quatre ans ou plus en prison.

Il a été condamné à une peine allant de 30 mois à huit ans de prison pour son rôle dans le Watergate et à une autre peine allant de 20 mois à cinq ans pour l'affaire des "plombiers".

M. Ehrlichman a fait appel de ces jugements devant la Cour suprême mais il a demandé à un tribunal d'être autorisé à commencer à purger sa peine sans attendre l'arrêt de la Cour suprême.

Au début de la journée, deux juges fédéraux de Washington avaient ac-

cé à une demande de M. Ehrlichman, présentée par ses avocats, de ne pas attendre une décision de la Cour suprême sur son appel. Les juges lui avaient donné jusqu'au premier novembre pour se présenter au camp de Safford. Ehrlichman est le premier des trois plus proches collaborateurs de M. Nixon compromis dans le scandale et le plus élevé dans la hiérarchie de la Maison Blanche à se retrouver derrière les barreaux.



M. John EHRICHMAN

Vente à la Chine

WASHINGTON (AFP) — L'administration américaine a approuvé la vente à la Chine de deux ordinateurs "relativement avancés" par l'intermédiaire d'une filiale française de la Control Data Corporation, apprenait-on hier soir de source proche du département d'Etat.

Selon ces sources, le secrétaire d'Etat Henry Kissinger serait intervenu personnellement afin de surmonter les réticences du Pentagone et de la CIA en faisant valoir qu'un tel geste de bonne volonté à l'égard de Pékin pouvait faciliter les relations avec la nouvelle équipe dirigeante chinoise.

NOUVEAU!
13 nouveaux
grands prix de \$100,000
ont été ajoutés
au tirage du 5 décembre*
MAINTENANT!

12 prix de \$1 MILLION**

3 prix de \$1/4 MILLION

31 prix de \$100,000

possibilité de **97,513 PRIX**

plus de **\$33 MILLIONS** offerts en prix, autotal.

Achetez vos billets maintenant.

\$ Million Loto Canada



**Loto
Canada**

*Provenant du transfert de \$1.3 millions de dollars de la loterie olympique. Tirés au hasard des trois séries. **Dont 3 grands prix additionnels de \$1 million, tirés au hasard des trois séries, offerts spécialement pour le premier tirage. Le nombre de prix et le montant total offert en prix sont basés sur la vente de tous les billets émis.



**Bell
Canada**

La veuve de Mao est vivante mais ne pourra être rééduquée

BELGRADE (d'après AFP et Reuters) — Mme Chiang Ching, la veuve du président Mao qui vient d'être victime de l'épuration lancée contre la gauche, est bien vivante de même que ses "complices", mais elle ne pourra bénéficier, comme d'autres dirigeants, d'une réinsertion dans la vie publique après une période de rééducation, ont révélé des journalistes du "Quotidien du peuple" qui recevaient une délégation de leurs confrères français.

Le correspondant de l'agence yougoslave "Tanyoug" à Pékin a rapporté hier que des journalistes chinois avaient démenti les informations faisant état de l'exécution de Mme Chiang Ching et des trois autres dirigeants du "groupe de Shanghai".

Pas "notre" style

"Ce n'est pas le style de la Chine, a-t-il été dit aux journalistes français

par un des directeurs du "Quotidien du peuple", il n'ont pas été tués, mais il n'est pas question qu'ils fassent l'objet d'une rééducation".

Le journaliste chinois a expliqué que la pensée de Mao Tsé-toung selon laquelle la maladie devait être soignée pour sauver le patient ne s'appliquait pas aux membres du groupe qui ont été arrêtés. "Cette pensée s'applique aux masses populaires", a-t-il dit. Interrogé à propos des châtiements sévères réclamés contre les dirigeants du groupe par les affiches apposées sur les murs de Pékin, le directeur du "Quotidien du peuple" s'est contenté de répondre que ces textes "réflétaient au mieux l'opinion du peuple".

Il a enfin expliqué que la presse occidentale, comme la presse "sociale-impérialiste" (soviétique), avait eu tort de qualifier Mme Chiang Ching et ses compagnons de "gauchistes". "En fait, a-t-il affirmé, il s'agit de droitiers".

Capitulationnisme

La veuve de Mao et les trois autres hauts dirigeants chinois ont été accusés pour la première fois hier en termes clairs de "capitulationnisme devant les impérialistes soviétiques".

Cette accusation, qui vise en particulier M. Chang Chun-chiao, vice-premier ministre, membre permanent

du bureau politique du parti et commissaire politique général de l'armée au moment de son limogeage, est apparu sur de nombreuses affiches à grands caractères fraîchement apposées hier à l'université "Peita" de Pékin.

Chang Chun-chiao est accusé d'avoir "capitulé et collaboré" avec les Soviétiques, sans autre précision.

Caricatures

D'autre part, une floraison de caricatures a fait son apparition hier dans tout le campus de Peita et elles attaquent toutes avec ironie ou férocité les quatre dirigeants du "complot" et en particulier Mme Chiang Ching.

Celle-ci est très souvent représentée en impératrice entourée par ses trois eunuques qui ne sont autres évidemment que MM. Wang Hung-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan.

La baisse de la natalité dans le monde est due en partie à la famine

WASHINGTON (AFP) — La croissance de la population du monde s'est ralentie depuis le début de la décennie mais cette évolution encourageante résulte en partie de l'augmentation du taux de mortalité dans les pays les plus pauvres et pas seulement de la réduction du taux de natalité, déclare un rapport publié hier par le Worldwatch Institute.

"En 1970, le nombre des êtres humains augmentait à un taux de l'ordre de 1,90 pour cent, soit une augmentation annuelle de 69 millions de personnes. Les statistiques les plus récentes montrent une baisse marquée, à environ 1,64 pour cent soit une augmentation de 64 millions par an", déclare l'auteur de ce rapport, M. Lester Brown, président de l'institut.

Cette tendance suggère que, contrairement aux prévisions de nombreux analystes, la population du globe ne doublera pas avant de se stabiliser, ajoute-t-il.

Selon le Worldwatch Institute, un organisme international de re-

cherche, le ralentissement de la croissance reflète surtout le développement des services de planisme familial à travers le monde.

Le rapport souligne notamment les progrès enregistrés en Chine où le taux de natalité est tombé de 32 à 19 pour mille.

Mais, souligne le rapport, le ralentissement est dû aussi à une augmentation des taux de mortalité en Inde, au Bangladesh, au Sri Lanka et dans plusieurs pays africains. Cet accroissement, dit-il, a été la conséquence d'une pénurie de produits alimentaires qui a touché particulièrement les enfants et les vieillards.

Sur la base d'études de la fondation Ford et de l'université John-Hopkins, M. Brown estime que 400.000 personnes sont mortes de faim au Bangladesh en 1971-72 et que 300.000 autres pourraient avoir péri pour la même raison en 1974-75.

avis légaux

AVIS

Ire publication

PRENEZ AVIS que TRANSPORT GILLES TESSIER INC. s'adressera à la Commission des Transports du Québec aux fins de demander le transfert de son permis de transport no 23982-V en faveur de TRANSPORT BERNIER INC., 2683 boulevard Hamel, Ville Les Saules, Québec, dont les actionnaires sont les suivants:

Liliane G. Bernier: 1 action ordinaire
Pierre Jolin: 1 action ordinaire

Ledit permis se lit comme suit:

- TRANSPORT GENERAL - service local - St-Romuald et tous les endroits situés sur une distance ne dépassant pas cinq (5) milles des limites de ladite localité.
- TRANSPORT GENERAL - longue distance - rayon de St-Romuald à tous les endroits situés dans un rayon de trente (30) milles dudit endroit et retour.

DE PLUS, PRENEZ AVIS que tout intéressé peut y faire opposition dans les cinq (5) jours qui suivent la date de la troisième parution dans les journaux du présent avis.

DORION JOLIN & ASSOCIES
c/o M. Pierre Jolin
150 boul. St-Cyrille e. #1880
Québec, Qué. G1R 2B2

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE QUEBEC
COUL SUPERIEURE
(En matière de faillite)
Dans l'affaire de la faillite de:
ROSAIRE GIRARD, représentant,
domicilié à 153, avenue Blouin, ville
Duberger, P.Q.
No. 200-11-000301-785
62Q-56681
Avis est par les présentes donné que
ROSAIRE GIRARD, représentant, domicilié à 153, avenue Blouin, Ville Duberger, P.Q., a fait cession de ses biens le 21e jour d'octobre 1976 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 8e jour de novembre 1976, à 10:30 heures de l'avant-midi, au bureau du Séquestre Officiel, Edifice Montcalm, 600 Carré d'Youville, suite 1801, en la cité de Québec, dans la province de Québec.
Daté de Québec, ce 21e jour d'octobre 1976.
Gingras, Robitaille, Maroux, syndics
de l'actif de Rosaire Girard
425, boulevard Charest Est,
Québec 2, P.Q.

PARCS CANADA

RÉGION DU QUÉBEC

APPEL D'OFFRES

Projet: 76-188

Fourniture et installation

Structure d'acier

PARC DE L'ARTILLERIE

Québec, Qué.

DES SOUMISSIONS CACHETÉES

pour le projet ci-haut mentionné

et adressées à:

Administrateur des Contrats

PARCS CANADA - Région du Québec

Affaires Indiennes et du Nord

1141, Route de l'Eglise, 1er Etage

Casé Postale 10275

St-Foy, Qué.

GIV 4HS

seront reçues jusqu'à 15 heures

(heure de Québec), le 10 NOVEMBRE 1976.

Les soumissions devront être présentées pour la totalité d'un ouvrage, comme indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Les plans et devis qui s'y rapportent peuvent être obtenus à l'adresse précitée ou par téléphone au numéro 694-7750, indicatif régional 418.

Lieux d'examen des plans et devis:

Parc de l'Artillerie, 2 rue d'Auteuil, Québec et à notre bureau situé à l'adresse mentionnée plus haut.

On n'acceptera pas nécessairement ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Le Directeur
Région du Québec
Patrice Dionne

Québec, le 26 octobre 1976.

VILLE DE CHARLESBOURG

AVIS PUBLIC

(No: 69-1)

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné:

1- QU'une demande de permis de construction noté exactement conforme au règlement no 66 de l'ex-Cité de Charlesbourg, a été formulée à la division des permis de la Ville de Charlesbourg, par monsieur Jean-Claude Denis, sur les lots 1062-1429 et 1062-1441 du cadastre officiel de la Paroisse de Charlesbourg, dans la même Ville dans la zone B-14-X, ce projet est localisé au 6515, 9e avenue Est, Charlesbourg.

2- QUE cette non-conformité consiste en ce qui suit: "Soit une marge latérale de 2,36' (pourtour) du toit au lieu de 3 pieds", selon les spécifications du règlement de construction;

3- QUE cette demande a été présentée à la Commission d'Urbanisme et que cette dernière par sa résolution No 3646 en a recommandé l'acceptation par le Conseil Municipal, sujette aux dispositions du règlement No 377;

4- QUE, cinq (5) jours après la publication du présent avis, les propriétaires d'immeubles sis dans une zone contiguë à la zone B-14-X doivent, dans les cinq (5) jours qui suivent, présenter au bureau du soussigné, une requête signée par au moins douze (12) électeurs propriétaires de la zone contiguë en question, ou par la majorité d'entre eux si leur nombre est inférieur à vingt-quatre (24) s'ils veulent être admis à faire valoir leurs objections au projet précité.

Charlesbourg, ce 29 octobre 1976.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

LE GREFFIER DE LA VILLE:
Rosaire Godbout, o.m.a.

Choisis tes skis, choisis ton prix!



AVIS
LE MAGASIN CANADIAN TIRE 2575, BOUL. STE-ANNE, QUEBEC sera fermé
lundi le 1er nov., mardi le 2 nov. et mercredi le 3 nov.
 NOTEZ QUE LE GARAGE SERA QUAND MÊME OUVERT
 TOUS LES AUTRES MAGASINS CANADIAN TIRE SERONT OUVERTS COMME D'HABITUDE



ENSEMBLE DE SKI DE FOND POUR ADULTES

- SKIS TOURGLIDE (02-0901) de couleur jaune et brun 160 à 215 cm.
- BATONS EN BAMBOU (02-0813) Dragonnes en cuir, poignées et disques en plastique.
- BOTTES "IGLOO" en cuir.
- FIXATIONS de marque PINSO (02-0903) métal/plastique.

56⁸⁸

VOUS POUVEZ VOUS PROCURER TOUS CES ARTICLES SEPARÉMENT!

AUTRES ENSEMBLES DE SKI DE FOND POUR ADULTES
 66⁸⁸ - 76⁸⁸
 86⁸⁸

ENSEMBLE JUNIOR DE SKI DE FOND NON ILLUSTRÉ

- SKIS DE QUALITÉ JARVINEN JR (02-0903)
- BOTTES "IGLOO" Pointures: de 2 à 5

- BATONS DE BAMBOU (02-0813) Dragonnes en cuir, poignées et disques en plastique.
- FIXATIONS STRIDE (02-0908) S'enlèvent rapidement avec la pointe du bâton.

46⁸⁸

VOUS POUVEZ VOUS PROCURER TOUS CES ARTICLES SEPARÉMENT!



ROSSIGNOL "EXHIBITION"
 De style libre - junior. Longueurs: 160 - 185 cm. Un ski de choix!

\$130

ROSSIGNOL "FRONTIER" COURT
 Un ski de détente. Vous pouvez vous le procurer dans différentes longueurs: 150 à 180 cm.

134⁹⁵

ATOMIC SPEEDGLASS
 Modèle de premier choix. Longueurs: de 185 à 200 cm.

59⁹⁵

SKIS COURTS KNEISSL
 Modèle autrichien. 160 à 180 cm.

\$99

SKIS KASTLE COURTS
 Semelle en plastique Isospeed. 150 à 180 cm.

84⁹⁵

DYNASTAR "PRO SHORT"
 Construits pour durer. De 150 à 180 cm.

\$89

NOUS NE VENDONS QUE DES ARTICLES DE MARQUES RENOMMÉES.



BOTTES DE SKI NORDICA "Cortina" POUR HOMMES ET FEMMES
 Pointures et demi-pointures: 7 à 12.

59⁹⁵

BOTTES DE SKI KOFLACH
 Pointures pour dames: 5 à 9
 Pour hommes: 8 à 12.

49⁹⁵

BOTTES DE SKI GARMONT "JR"
 Pointures: 1 à 5.

38⁹⁵



BOTTES DE SKI "RALLYE" de MUNARI POUR HOMMES
 Pointures et demi-pointures: 8 à 12.

69⁹⁵

BOTTES DE SKI LANGE
 Pointures pour dames: 5 à 9.
 Pour hommes: 8 à 13.

79⁹⁵

Lot spécial, non illustré
BOTTES DE SKI \$10 et \$20

Assortiment de pointures et de marques, telles que KOFLACH, TYROL et autres. A ces prix, elles s'envoient rapidement!

CARTE DE CREDIT
P. SIMARD INC.
 DEMANDEZ votre CARTE DE CREDIT C'EST TRÈS UTILE

HEURES D'AFFAIRES:
 Lundi, mardi, mercredi, 9h. à 5h.30. Jeudi et vendredi, 9h. a.m. à 9h. p.m. Samedi, 8h.30 à 5h. (excepté les garages, ouverts à 8h.30 tous les jours).

CANADIAN TIRE MAGASIN ASSOCIÉ

| | | | |
|---|--|--|--|
| QUEBEC 20 BOUL. HAMEL Tel.: 687-2111 OPÈRE PAR P. SIMARD INC. | QUEBEC 2575 BOUL. STE-ANNE Tel.: 687-2661 OPÈRE PAR P. SIMARD INC. | LEVIS ROND-POINT Tel.: 837-0221 OPÈRE PAR L. ROBINEAU L'ÉE | STE-FOY 1170 RTE DE L'ÉGLISE Tel.: 667-2711 OPÈRE PAR P. SIMARD INC. |
|---|--|--|--|

